

La levée de l'immunité à Mohcine Belabbas est une comédie, selon le RCD

Le secrétariat national (SN), du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), qui s'est réunie ce vendredi a tiré, dans un communiqué, à boulets rouge sur le pouvoir. En effet, le parti craint des conséquences catastrophiques de la gestion actuelle des affaires du pays.

''Alors que la dynamique de changement enclenchée en février 2019 nourrit toujours le corps politique et social, le pouvoir installé par l'Etat-Major de l'armée, en décembre 2019, s'échine, à la faveur de la crise sanitaire et à coups de milliards, à réorganiser une clientèle moulée dans les arcanes des prébendes, de la corruption et de l'obéissance servile'', dénonce le RCD. Il ajoute : '' L'essentiel des ressources vont alimenter les lourdes dépenses des appareils de répression, la réinsertion des clientèles à travers des échéances électorales et la propagande du régime. Dans ce scénario catastrophe, les dépenses d'équipements pour lesquelles aucune ressource propre n'est prévue vont servir de variable d'ajustement, c'est-à-dire qu'il y n'aurait de dotation financière que si au cours de l'exercice budgétaire seraient dégagées des ressources dans l'Algérie nouvelle'', s'inquiète le parti.

Réagissant à la décision de l'APN de levée l'immunité parlementaire du président du RCD Mohcine Belabbas, le document qualifie cette démarche ''comédie'' destinée à faire peur aux militants politiques. '' La comédie jouée à l'APN, dont l'écrasante majorité des membres est issue de la corruption, ne trompe personne. Elle est destinée à faire peur aux militants et citoyens qui refusent le fait accompli du détournement de la souveraineté du peuple'', dénonce le parti avant de faire le lien entre cette affaire et d'autres manœuvres visant le parti.

''C'est aussi le sens à donner à la suspension arbitraire du Maire d'Afir dans la Wilaya de Boumerdes, le jeune Sofiane Oumelal. Il s'agit, pour le pouvoir de fait, de faire peur aux élus qui refusent de s'impliquer dans le hold-up de l'Algérie nouvelle'', déplore la même source.

En revanche, le RCD se dit déterminé à continuer le combat pour l'instauration d'un Etat de droit. '' Les attaques répétées contre notre parti et la cabale orchestrée contre son président ne sont pas de nature à nous faire dévier de nos objectifs que nous défendons publiquement, en particulier, dans le Pacte de l'Alternative Démocratique (PAD)'', rassure le RCD.